



La déstabilisation de l'Algérie : L'afflux de nouveaux réfugiés en Europe et une menace pour sa sécurité énergétique

Par [Oriental Review](#)

Mondialisation.ca, 24 mars 2019

orientalreview.org 15 mars 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Le Président de l'Algérie, *Abdelaziz Bouteflika*, 82 ans, qui est au pouvoir depuis près de 20 ans, [a déclaré](#) qu'il ne se présentera pas pour ce qui aurait été son cinquième mandat. L'annonce a été faite dans un contexte de protestations généralisées [qui secouent le pays depuis des jours](#). Ainsi, la dernière révolution dans le monde arabe a réussi. La question est : que va-t-il se passer ensuite ?

Bien qu'il ait été enterré d'innombrables fois, le printemps arabe s'est poursuivi là où on s'y attendait le moins. L'Algérie a le même cocktail explosif que la Tunisie, l'Égypte, la Libye et la Syrie, bien sûr : une [population](#) urbaine jeune et en pleine croissance, privée d'emplois et d'opportunités ; la corruption et la pauvreté dans un contexte de richesse et de luxe opulents ; des relations difficiles entre les groupes ethniques (dans le cas de l'Algérie, entre les Arabes et le peuple Kabyle, un groupe ethnique berbère) ; une activité islamiste et, enfin, un dirigeant autoritaire invariable qui règne avec les mêmes palettes d'idées que toute autre dictature - « Qui d'autre à part moi ? », « Ce sera pire sans moi », « On ne change pas de cheval au milieu d'une bataille » et ainsi de suite.

Mais à en juger par la sérénité avec laquelle le pays a enduré les événements turbulents en Tunisie et en Libye voisines, avec seulement des poches de troubles localisées, de nombreux experts avaient l'impression que le vieux Bouteflika pourrait simplement se retirer en passant la présidence à qui il veut, à savoir [le Premier ministre Ahmed Ouyahia](#), qui porte le titre tacite de « successeur ». Cependant, [quelque chose a mal tourné](#).

On ne sait pas vraiment pourquoi, le 10 février, Bouteflika a annoncé qu'il participerait à l'élection présidentielle prévue en avril. On ne sait même pas à quel point il a eu son mot à dire dans cette décision. En 2013, Bouteflika a subi une attaque cérébrale. Un an plus tard, il a été réélu au milieu d'une myriade d'accusations de fraude électorale et a cessé de paraître en public. Jusqu'à dimanche dernier, lorsque Bouteflika a prononcé une allocution devant la nation dans laquelle il a annoncé qu'il avait changé d'avis et qu'il ne voulait plus se représenter aux élections.

« Il n'y aura pas de cinquième mandat et il n'en a jamais été question en ce qui me concerne. Vu mon état de santé et mon âge, mon dernier devoir envers le peuple algérien a toujours été de contribuer à la fondation d'une nouvelle République ».

Lundi, le gouvernement, dont Ahmed Ouyahia, a démissionné. Un « cabinet de technocrates » est en train d'être formé à sa place, dirigé par l'ancien ministre de l'Intérieur, [Noureddine Bedoui](#), et les rues de la capitale du pays sont remplies de foules en délire.

La vraie poudrière potentielle dans la situation en Algérie, bien sûr, est le fait que l'élection présidentielle ait été reportée indéfiniment. Le moment exact où elle aura lieu sera dévoilé après la conférence nationale chargée de rédiger une nouvelle constitution. L'élection présidentielle et le vote à ce sujet doivent avoir lieu en même temps.

Donc, pour l'instant, il y a de l'incertitude politique : un président qui a démissionné ou non ; un gouvernement émergent ; et un peuple inspiré par ce qui semble être une victoire. Il y a aussi la lutte des bouledogues dans les coulisses des plus hautes sphères du gouvernement, dont on sait peu de choses, mais qui a été entravée par la présence du leader incontesté du pays, Bouteflika.



Il ne faut cependant pas oublier que, quoi que vous pensiez de lui, [l'actuel dirigeant algérien](#) a effectivement apporté la stabilité au pays. C'est au cours de sa présidence que s'est achevée la « Décennie Noire », une guerre civile déclenchée par les islamistes en 1991. Après avoir remporté l'élection présidentielle de 1999, Bouteflika a accordé l'amnistie aux militants et la vague de terreur s'est progressivement apaisée. Au début de son mandat, il a mené une politique assez souple, n'a pas persécuté ses opposants tant qu'ils n'avaient pas recours à des méthodes violentes, et a essayé de faire en sorte que la hausse des prix de l'énergie ait un impact positif sur le bien-être du peuple et pas seulement de l'élite dirigeante. Le système a toutefois commencé à se raidir en 2008 avec l'adoption d'une loi permettant au président d'être réélu un nombre infini de fois. Ce processus est aujourd'hui si avancé que les opposants au régime ne se contenteront que de changements sérieux, plutôt que superficiels, et ce genre d'attitude représente toujours un danger pour l'avenir d'un pays.

Si la situation en Algérie [se transforme en effusion de sang](#), il est peu probable que les autres pays restent à l'écart. L'Europe sera obligée d'intervenir, ne serait-ce que pour éviter une nouvelle vague de réfugiés en provenance des pays arabes.

Entre-temps, la situation en Algérie reste tendue. L'annonce par le président qu'il ne se présentera pas pour un cinquième mandat [n'a pas apaisé les protestations](#). L'agitation de la population est maintenant dirigée contre l'introduction d'une période de transition et la création d'un nouveau gouvernement qui, selon eux, contiendra les mêmes personnes qui dirigent actuellement le pays. Les manifestants [exigent un changement de régime](#), même s'ils ne formulent pas très bien leur position. De plus, suite à la décision de Bouteflika de ne pas se représenter le 18 avril, personne n'est prêt - il n'y a pas d'autres candidats,

personne n'a mené de campagne électorale et il serait pratiquement impossible de le faire dans le temps restant. Il semble donc que les différentes parties devront maintenant se parler.

[Une éventuelle scission de l'élite algérienne](#) pourrait être dangereuse. En fait, c'est pourquoi Bouteflika a été proposé pour la présidence - il les a unis. L'équilibre entre les partis proches du pouvoir est extrêmement fragile, mais les sentiments d'agitation et de mécontentement sont forts. Un certain nombre d'organisations participent aux manifestations de rue, dont divers partis et ONG, et plus les manifestations se prolongent, plus les différentes forces tenteront d'en tirer profit.



Nouredine Bedoui

Les partis et mouvements politiques algériens ont été divisés dans leur évaluation des décisions du Président Abdelaziz Bouteflika. [Le Front de Libération Nationale](#) a soutenu le chef de l'État, qui « a répondu aux appels du peuple algérien ». Dans une déclaration, le parti au pouvoir a dit :

« Il permet aux hommes politiques et aux membres de la société civile de participer à la construction d'une nouvelle Algérie » .

Abdelmajid Munasyra, le leader adjoint du parti islamiste modéré Mouvement pour la Société de la Paix, a déclaré :

« Bouteflika a retiré sa candidature à l'élection présidentielle mais veut rester au pouvoir, en violation de la constitution » .

Le journal algérien [Elkhabar](#) cite l'homme politique en ces termes :

« L'opposition politique attend la réponse du peuple, à savoir si ces décisions seront acceptées par le peuple. Mais si ces mesures ne sont pas prises, ce qui est probable, alors nous serons aux côtés du peuple » .

Dans une déclaration vidéo, la chef de l'Union pour la Réforme et le Progrès, *Zubaidah Asul*, a qualifié les actions du président « de manœuvre politique et de tentative d'éviter de répondre aux exigences des manifestants » . Elle a continué :

« D'après ce que nous avons entendu, il semble que le président a prolongé son mandat, et il n'a donné aucune indication sur la durée de la période de transition » .

Elle a également noté que les postes de premier ministre et de vice-premier ministre ont été occupés par des représentants de « l'ancien régime ». En même temps, Asul croit que le peuple continuera tranquillement à essayer d'évincer « *l'ensemble du régime du pouvoir* » .

Le mécontentement des Algériens est stimulé par la situation sociale et économique défavorable du pays. Les manifestants réclament des réformes pro-occidentales et des changements dans le pays. Selon des sources non officielles, [plus d'un million de personnes ont participé aux manifestations](#) du 1er mars en Algérie.

L'absence d'un successeur viable et l'incapacité de l'élite actuelle à résoudre la crise économique contribuent à l'incertitude de l'avenir politique de l'Algérie, dont les principaux opposants au régime actuel - les islamistes - vont inévitablement tenter de tirer parti. L'affaiblissement de la structure verticale du pouvoir et la poursuite des protestations créent un terreau propice à la résurrection des organisations islamistes. En particulier, Al-Qaïda au Maghreb islamique [a récemment publié une conférence](#) intitulée « *L'Algérie...Sortir du tunnel noir* » , qui affirme que l'organisation est prête à profiter des troubles le moment venu.



La déstabilisation de l'Algérie posera sans aucun doute des problèmes à l'Europe. Outre l'afflux inévitable de nouveaux réfugiés, l'Europe pourrait également être confrontée à une menace pour sa sécurité énergétique, étant donné que l'Algérie fournit [un tiers du gaz consommé en Europe](#) et pas moins de la moitié du gaz consommé en Espagne. Dans le même temps, la faiblesse du gouvernement actuel au cours d'un éventuel conflit civil sera exacerbée par la situation dans les pays frontaliers de la Libye et du Mali. Les djihadistes de l'État Islamique ont des positions fortes dans les deux pays, tandis que la longue frontière mal contrôlée avec le Mali et la Libye risque d'étendre le fondamentalisme islamique à de vastes territoires du nord et du nord-ouest de l'Afrique.

Les États-Unis ne manqueront pas non plus de tirer parti de la situation complexe de l'Algérie. Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, Washington pourra facilement mettre en œuvre des plans pour pénétrer et consolider ses positions dans la région du Sahel-Sahara. Une présence militaire à grande échelle permettra également aux États-Unis de sécuriser leurs intérêts dans la réorientation de la politique énergétique algérienne vers le développement du gaz de schiste et la mise en œuvre de leur objectif stratégique

d'organiser l'approvisionnement en Europe de cette matière première.

Quoi qu'il en soit, l'Algérie est confrontée à plusieurs défis de taille à la fois et sa capacité de réaction est sérieusement entravée par l'absence de dirigeants potentiels notables, que ce soit au sein du gouvernement ou dans les rangs de l'opposition.

Article original en anglais : [The Destabilisation Of Algeria: The Influx Of New Refugees To Europe And A Threat To Its Energy Security](#), Oriental Review, le 15 mars 2019

Traduit par Pascal, revu par Martha pour [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [orientalreview.org](#)
Copyright © [Oriental Review](#), [orientalreview.org](#), 2019

Articles Par : [Oriental Review](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca